

[Text]

requirements because they deferred to the capital needs of Ontario. That is what I am inferring from this.

Hon. Miss Bégin: It is not the projects that cost us money, it is the bills. It is the flow of claims which would have been the problem for us, not the projects submitted.

Senator Frith: If that is the case, should they not have been talking to Ontario? What does that have to do with the federal government?

Senator Bell: They were asked to do this by the federal government, in the person of the chairman of the meeting.

Dr. Law: I think, as the minister says, that that has to do with the cash flow of payment of claims in particular years, rather than approval of projects. If you will look at British Columbia, for example, the original allocation under the per capita fund was roughly \$37.5 million. Out of that, over that period of the fund, was approved \$33 million, but out of that, so far, has been paid \$22.4 million. These are rounded figures, of course. We still therefore have to pay to British Columbia another \$10.7 million, approximately, and the same is true for many provinces. There are still quite large amounts that are yet to be paid. It would be difficult to relate to a decision some years back to postpone a claim in that year to the next year, to the final outcome of the fund. If it had a bearing, that would be very difficult to illustrate from the records, although we could submit the records for interpretation. I personally would find it very difficult to know whether that was a significant factor in the final lapsing of 12 per cent of the fund for B.C.

Senator Bell: Was there any particular reason for choosing the original date of September 8 and then amending it to November 4, instead of its being the end of the calendar year or the fiscal year? Is the reason because the federal government is short of money and cannot extend the period until 1982 and make a slower time of pay-out without any particular date? Had it occurred to the minister to make the final date the date of proclamation, if this bill is passed?

Hon. Miss Bégin: I cannot answer the second part of the question without knowing the future of the economy. I am not being facetious; I am being very serious. I think that when the economy is re-established and is more expansionist, the government will devise new legislation that will permit a redistribution of the funds.

I can answer the first part of your question. September 8 was the date of the decision of the government, and it was effective immediately. If I had given a warning, in theory, numerous requests to extend the time would have come in. If you have to cut, you have to cut. It is not pleasant, but that is what this is all about: you have to announce the clear rules of the game. We announced the date of the decision, which was September 8. November 4 is the date it was submitted to the

[Traduction]

qu'elle a voulu tenir compte des besoins en capitaux de la province d'Ontario. C'est ce que je comprends de tout cela.

L'honorable Mlle Bégin: Ce ne sont pas les projets qui nous coûtent de l'argent, ce sont les factures. C'est l'ensemble des réclamations qui nous aurait causé un problème, et non les projets soumis.

Le sénateur Frith: Si c'est le cas, est-ce que la Colombie-Britannique n'aurait pas dû se mettre en rapport avec la province d'Ontario? Qu'est-ce que cela a à voir avec le gouvernement fédéral?

Le sénateur Bell: On leur a demandé de le faire par l'entremise du gouvernement fédéral, en la personne du président de la séance.

Dr Law: Je pense, comme le ministre le dit, que cela porte sur les questions de liquidité, pour payer les réclamations certaines années, plutôt que sur l'approbation de projets. Si vous prenez l'exemple de la Colombie-Britannique, l'affectation était au début d'approximativement de \$37,5 millions. De cela, sur toute la période du fonds par habitant, \$33 millions ont été approuvés mais seulement \$22,4 millions ont été payés jusqu'à présent. Ce sont bien entendu des chiffres arrondis. En conséquence, il nous reste encore à payer \$10,7 millions approximativement à la Colombie-Britannique et on peut dire la même chose pour de nombreuses provinces. Il y a encore des sommes importantes à payer, en souffrance. Il serait difficile d'imputer à une décision, prise il y a quelques années, la reconduction des réclamations d'une année à l'autre, jusqu'à épuisement du fonds. Si cela avait eu une influence, il serait difficile de l'illustrer à partir des délibérations, bien que nous puissions toujours en faire une interprétation. Quant à moi, il me serait difficile de savoir si ce facteur a été important dans la diminution finale de 12 p. 100 des fonds destinés à la Colombie-Britannique.

Le sénateur Bell: Y a-t-il eu une raison bien particulière pour choisir au début le 8 septembre et ensuite le 4 novembre, plutôt que de prendre la fin de l'année civile ou de l'année financière? Est-ce parce que le gouvernement fédéral est à court d'argent et qu'il ne peut étendre la période jusqu'en 1982 et affecter des fonds sans se préoccuper de dates précises? Le ministre a-t-il pensé que la date définitive pourrait être la date de proclamation si le projet de loi est adopté?

L'honorable Mlle Bégin: Je ne peux répondre à la deuxième partie de votre question, sans savoir ce qu'il va advenir de l'économie. Je ne plaisante pas, au contraire je parle sérieusement. Je pense que lorsque l'économie sera remise en place et que nous connaîtrons une phase d'expansion, le gouvernement élaborera une nouvelle loi qui lui permettra de réaffecter les fonds.

Je peux donner une réponse à la première partie de votre question. Le 8 septembre était la date de la décision du gouvernement, et il y a eu entrée en vigueur immédiatement. Si j'avais donné un avertissement, en théorie, j'aurais pu m'attendre à ce qu'il y ait beaucoup de demandes de prorogation présentées. S'il faut couper, eh bien, il faut le faire. Ce n'est pas agréable mais c'est bien de cela qu'il s'agit. Il faut préciser très clairement les règles du jeu. Nous avons annoncé